

► Polémique : les habitants de Newhaven, en Angleterre, veulent Newhaven veut bouter

À SAVOIR



LA SEINE-MARITIME PROPRIÉTAIRE DE LA PLAGE

Précédemment propriété de Sea Containers, le Newhaven Port & Properties Ltd a été racheté en 2001 par une société d'économie-mixte franco-anglaise dans laquelle la Seine-Maritime est majoritaire. L'opération visait à sauver la liaison Transmanche et a coûté, à l'époque, 150 millions de francs.

DES INQUIÉTUDES AUTOUR DE L'EAST BEACH

Si la West Beach cristallise les tensions, les habitants de Newhaven s'inquiètent aussi de l'avenir d'une autre plage, l'East Beach, située de l'autre côté du chenal. La plage de galets et d'une fine bande de sable risque également d'être utilisée pour les chantiers de développement d'éoliens offshore. « Les Français vont nous prendre toutes nos plages ! », s'agacent les habitants.

Il y a quelques semaines, le roi saoudien débarquait en France et privatisait une petite plage de la Côte d'Azur, provoquant le courroux de quelque 150 000 pétitionnaires opposés à cette privatisation temporaire. À Newhaven, l'histoire a fait rire sous cape les habitants : leur plage de sable, elle leur est interdite d'accès depuis 2006. Et, après une longue bataille judiciaire qui a vu la plage rouvrir puis fermer à nouveau, la Cour Suprême britannique a confirmé que le Département de Seine-Maritime, propriétaire à l'origine de l'interdiction (lire par ailleurs) avait tout à fait le droit de bloquer l'accès.

Les moteurs du ferry de 5 h sont encore chauds. Depuis le fort de Newhaven qui domine la Manche, Roderick Main regarde le soleil se lever sur la plage déserte. « Vous savez, en 1919, des barrières installées avant la fin de la guerre empêchaient l'accès à la plage. La foule, emmenée par le maire, est allée les détruire », narre-t-il, un sourire espiègle sur le visage.

UN SENTIMENT ANTI-FRANÇAIS SE RÉPAND

Lui qui fut maire de la commune à plusieurs reprises ces dernières années rêve de voir disparaître ces satanées grilles qui barrent l'entrée « de la seule plage de sable à des kilomètres à la ronde », continue-t-il. Une plage, à proximité du centre-ville, dont le rôle social paraît très important. « Les gens d'ici ne sont pas riches. Pour beaucoup, cette plage, ce sont les vacances et les week-ends. » Pour d'autres, notamment des retraités, c'est la pêche, au calme sur la jetée, condamnée elle aussi.

Sur l'aire de stationnement, désormais payante, un vieil homme encaisse les deux livres des rares véhicules qui viennent se perdre ici. Il doit se montrer d'une patience sans borne tant les réactions sont hostiles. « Vous pouvez aller où vous voulez, sauf là où vous ne pouvez pas », plaisante-t-il. Des barrières en fer empêchent l'accès aux escaliers qui mènent au sable. De l'autre côté du brise-lames, une plage de galets est toujours ouverte au public. Mais elle peut vite surprendre avec son à pic de plus de trois mètres. C'est à cet endroit qu'un gamin a



Les manifestations sont régulières pour tenter de récupérer cette plage située, à pieds, à une dizaine de minutes du centre (photos DR)

perdu la vie l'année dernière. Une vague l'a emporté, le corps n'a jamais été retrouvé. « Ce ne serait jamais arrivé sur cette plage-ci », tempête Heather Mc Lean. Avec ses cheveux roses et sa carrure du XV de la Rose, elle a pris la tête de la fronde populaire avec un seul mot d'ordre : « Give us our beach back ! » « Rendez-nous notre plage ». En un message posté sur Facebook, des dizaines d'habitants montent au créneau pour récupérer les quelques kilomètres carrés de sable où chacun a une anecdote. Les photos en noir et blanc et celles un peu jaunies, du temps où il y avait encore un petit restaurant sur zone, pullulent.

Certains en appellent à la destruction pure, simple et régulière des barrières. D'autres enragent contre « la ville qui a vendu le terrain aux Français. » « Sauf que la ville n'a jamais été propriétaire du terrain, rappelle un féroce d'histoires locales. En 1926, c'était la propriété de quatre groupes. Ça a été nationalisé après la Se-

conde Guerre et Thatcher [Margaret, Premier ministre britannique de 1979 à 1990, NDLR] a tout revendu à un groupe qui a failli arrêter l'activité ferry. C'est comme ça que le conseil général de Seine-Maritime est arrivé et a racheté le port. »

« LIBÉREZ NOTRE PLAGE »

L'activité économique générée par les traversées quotidiennes et l'activité portuaire sont encouragées dans la commune de 12 000 habitants. Valorisées même, dans cette cité où la crise se fait sentir. Mais cette histoire de plage fermée vient pourrir l'ambiance : « De plus en plus, on entend des gens dire, « Allez, laissez tomber les ferris, rendez-nous notre plage », pointe Heather. Il y a des oppositions aux projets éoliens offshore à cause de ça. C'est devenu une opposition de principe : je suis persuadée que si demain la Seine-Maritime nous disait qu'elle nous rend la plage, l'opposition fonderait d'un coup ! »

Peu probable, comme l'indique un responsable. Et comme le pensent la plupart des habitants réunis pour l'occasion au Hillcrest center, la maison des associations de la ville. « Ce n'est pas une question d'argent : l'action en justice a coûté des centaines de milliers d'euros quand il en aurait fallu à peine quelques dixai-

nes pour rendre la plage accessible même aux personnes handicapées ! » « Une entreprise locale a même proposé de faire les travaux gratuitement : ils ont refusé ! »

Alors que le drapeau français flotte au mémorial et qu'une gerbe déposée au monument aux morts a été déposée par la ville de Dieppe, peu à peu, un sentiment anti-Français naît dans ce comté de l'East Sussex. Sur un panneau d'interdiction, un évocateur « fuck the french » annonce la couleur. « Nous sommes jumelés avec une ville du Loiret. Les gens ne veulent plus participer parce que c'est une ville française », regrette un des responsables du training. « Il y a des personnes qui ne prennent plus le bateau ici parce que c'est une entreprise française », confirment les Britanniques, indignés par les méthodes françaises : « Ils refusent simplement de nous parler. Nous pourrions avoir un plan d'ensemble pour toute cette aire ; un plan qui serait bénéfique pour le port, pour la ville et, même, pour Dieppe ! »

Dans la rue, les cheveux encore mouillés par l'eau chlorée de la piscine, Sarah regrette que sa « fille ne puisse pas apprendre à nager à la mer » comme elle quand elle était gamine. Dans un café, préparant de solides petits-déjeuners, une serveuse lâche un « Faites en sorte que la France libère notre plage », en rendant la monnaie. « C'est quand même un comble qu'on nous interdise ce que vous avez le droit de faire chez vous alors que les conditions sont identiques ! », s'agace un autre habitant. Régulièrement, des Newhaveners s'offrent tout de même un bain de mer. Au mépris de l'interdiction. « Ce ne sont pas les barrières qui nous arrêtent », clament des jeunes sur High Street. Et encore moins une interdiction venue de France.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
À NEWHAVEN, ANTHONY QUINDROIT
a.quindroit@presse-normandie.com

Sur le net

Retrouvez l'interview du maire de Newhaven, plus de photos et de vidéos sur paris-normandie.fr



Un message sur le sable, comme un pied-de-nez à l'interdiction

